

Loi d'urgence sanitaire.

Le coup bas porté aux travailleurs et travailleuses pour sauver le vieux monde capitaliste à l'agonie !

Communiqué solidaires 33 - 22 mars 2020

Congés, 35h, heures supplémentaires, instances représentatives des salarié.es censées protéger nos conditions de travail, tout y passe et ça va faire très mal pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses si nous ne nous préparons pas au combat !



Macron dit vouloir le faire uniquement dans des entreprises et des secteurs «nécessaires à la sécurité de nation ou à la continuité de la vie économique et sociale». Mais il ne précise pas lesquels seront autorisés à «déroger au droit» aux règles «relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical». Il ne dit pas non plus quels employeurs pourront «modifier les conditions d'acquisition de congés payés», en plus «d'imposer ou de modifier unilatéralement les dates de prise d'une partie des congés payés, des jours de réduction du temps de travail et des jours de repos affectés sur le compte épargne-temps du salarié, en dérogeant aux délais de prévenance» fixés dans le privé comme dans le public. Enfin, le texte prévoit de «modifier les modalités d'information et de consultation des instances représentatives du personnel, notamment du comité social et économique (CSE)» et les CHSCT pour les établissements publics. Ces futures ordonnances, qui seront prises suite à la loi d'urgence sanitaire qui a été présentée le 20 mars à la presse et aux parlementaires, n'auront pas de limite dans le temps. Autant dire que quand elles seront en place elles seront indéboulonnables, à moins que nous n'allions les retirer nous-mêmes dans un mouvement social d'ampleur après cette crise sanitaire.

Voici donc le remède de Macron pour répondre soi-disant à l'urgence sanitaire. En réalité il répond à une demande patronale ancienne de casse générale des conquits sociaux et de sauvegarde du vieux monde capitaliste à l'agonie.

Rappelons que cette crise des marchés (puis la crise économique qui s'annonce) est due à une conjonction d'événements, pas seulement à la pandémie : la formation d'une bulle spéculative monumentale depuis la crise financière de 2008.

En effet, c'est la guerre monétaire entre les grands blocs économiques et donc les injections massives d'argent fictif pour maintenir à flot un système vermoulu qui a créé une bulle spéculative sur les marchés financiers. Elle n'attendait qu'une étincelle pour exploser, or il y en a eu deux.

L'arrêt de l'économie chinoise suite à cette épidémie de coronavirus (première étincelle) que la communauté internationale n'a pas réussi à juguler du fait, disons-le, d'une certaine incurie de ses dirigeants. Il suffit de refaire le fil des événements ne serait-ce qu'en France pour comprendre la situation actuelle. Par exemple, la Gironde était un département relativement épargné jusque-là, or depuis le 20 mars il y a eu une subite accélération du nombre de malades admis aux urgences. Le lien étant probablement celui du scrutin du 15 mars (temps d'incubation du virus entre 4 et 14 jours). Quel message les responsables politiques ont-ils alors envoyé à la population ? Ces gens-là sont criminels.

La guerre économique entre la Russie et l'Arabie-Saoudite sur le pétrole (seconde étincelle) qui a déclenché définitivement la tempête sur les marchés financiers qui dégringolent inexorablement depuis que l'économie mondiale est à l'arrêt.

Alors comment se fait-il que la note soit systématiquement présentée aux salariés et que la finance et le patronat, qui se sont accaparés les richesses produites par nous toutes et tous, s'en sortent toujours à bon compte ? Cela est certainement dû à nos divisions passées et aujourd'hui à notre incrédulité ou à notre état de sidération face à cette situation inédite.

Ce que nous vivons aujourd'hui n'est pas le fruit du hasard. Cela devait arriver à un moment ou à un autre du fait de la fragilité structurelle du système capitaliste. Ce système n'est plus viable depuis longtemps et nous en avons la preuve éclatante aujourd'hui. Face à la crise économique majeure qui se profile, il faut réarmer la sécurité sociale et ses filets de protection.

Solidaires 33 revendique des moyens pour : l'assurance vieillesse (retraite notamment), l'assurance chômage, l'assurance maladie (hôpitaux, médecine de ville, etc), les aides aux familles (logement par exemple). Solidaires 33 revendique aussi de redonner les moyens au service public dans son ensemble pour faire face à l'urgence sociale et sanitaire (retrait de la loi de transformation de la fonction publique avec injection massive de moyens financiers) et d'abroger la loi travail qui va faciliter les licenciements massifs.

Au niveau international c'est de la coopération entre les peuples qu'il faut et non plus une compétition effrénée entre les pays, avec celui qui exonérera le plus ceux qui ont déjà tout et celui qui cassera le mieux le droit des travailleuses et travailleurs, et cela au plus grand bénéfice des possédants.

Pour le climat il faut de vraies politiques ambitieuses et massives qui ne soient pas basées sur des principes capitalistes productivistes et de croissance infinie et qui ne s'accaparent pas les ressources et les richesses de manière prédatrice, sinon ce système nous enverra droit dans le mur si ce n'est pas déjà le cas.

**Un réveil général s'avère désormais urgent !
Rendez-vous à la fin de cette crise sanitaire !
D'ici là on s'organise !**